



*Institute for  
Research on  
Public Policy*

*Institut de  
recherche  
en politiques  
publiques*

Pour diffusion immédiate  
Le mardi 27 juillet 2004

## COMMUNIQUÉ

### ***La stratégie d'aide internationale du Canada doit lier les aspects de la sécurité et du développement***

***Pour être efficaces, les programmes d'aide au développement international exigent une coordination entre les ministères concernés qui oeuvrent à la sécurité et au développement.***

Montréal – L'Institut de recherche en politiques publiques (IRPP.org) publie aujourd'hui une étude de Ann M. Fitz-Gerald intitulée « Addressing the Security-Development Nexus: Implications for Joined-up Government ».

Fitz-Gerald, chercheure associée à l'IRPP et directrice du Centre for Managing Security in Transitional Societies à la Cranfield University en Angleterre, soutient que les programmes d'aide au développement dans les sociétés en transition et qui sortent d'un conflit, comme l'Afghanistan, l'Irak et Haïti, doivent s'inscrire dans une perspective où les questions de sécurité et de développement sont mieux intégrées. Elle propose une approche gouvernementale unifiée, notamment par une planification mieux coordonnée parmi les divers ministères dont le champ d'action porte sur les questions de sécurité et de développement.

Prenant l'exemple d'Haïti, l'auteure explique comment l'incapacité de mettre en œuvre les réformes nécessaires en matière de sécurité (surtout dans le domaine judiciaire) a voué à l'échec toutes les mesures d'aide au développement. La situation en Haïti illustre parfaitement la façon dont « une intervention et une aide étrangère dans les sociétés qui sortent d'un conflit exigent une stratégie concertée et globale et un calendrier de mise en œuvre réaliste », explique Fitz-Gerald.

L'étude révèle comment la coopération interministérielle et le contrôle financier jouent un rôle de premier plan dans l'élaboration de stratégies communes pour régler des conflits et rendre aussi efficaces que possible les programmes d'aide. L'auteure compare les progrès réalisés par le Canada avec ceux d'autres gouvernements, comme les Pays-Bas, le Royaume-Uni et les États-Unis. Elle conclut que « l'Angleterre est nettement en peloton de tête au plan stratégique, comparativement aux Hollandais et aux Canadiens ». Par contre, toujours selon l'auteure, la situation aux États-Unis est beaucoup moins favorable.

Fitz-Gerald applaudit à la stratégie canadienne en matière de politique étrangère, qui s'inscrit dans une perspective 3-D (défense, développement et diplomatie), car elle encourage la discussion et l'analyse conjointes. Il reste toutefois encore plusieurs obstacles à une aide au développement réellement efficace

- ◆ Dans les faits, il n'y a aucune mise en commun des ressources susceptible de donner lieu à une planification unifiée et concertée. Il s'ensuit que le ministère des Affaires étrangères

et celui du Commerce international n'ont qu'une influence minimale sur l'ACDI, qui détient les cordons de la bourse du tandem développement et sécurité, en matière d'aide étrangère.

- ◆ Et pourtant, le mantra stratégique de l'ACDI fait en sorte que l'Agence ne peut être présente que sur un théâtre d'opération sûr et stable. Cela laisse entrevoir des contraintes réellement préoccupantes pour ce qui est de l'utilisation des fonds discrétionnaires dévolus aux axes de la défense et de la diplomatie de l'approche 3-D.
- ◆ De plus, la participation canadienne au Comité d'aide au développement de l'OCDE limite aussi les interventions et le soutien dans de nombreuses situations de blocage et de post-conflit, car en vertu du critère d'intervention du Comité, une aide au développement ne peut être offerte que si les conditions sur le terrain sont sûres et sécuritaires.

Fitz-Gerald dit qu'il faut maintenant faire évoluer l'approche 3-D au-delà du stade conceptuel. À la lumière de la révision prochaine de sa politique étrangère, le Canada doit décider si oui ou non cette approche 3-D est en mesure d'opérationnaliser son programme de politique étrangère et si la structure actuelle est suffisamment unifiée.

Pour passer de l'étape de la planification à celle de la mise en oeuvre, il faut un budget qui englobe l'approche 3-D. Quoique cette approche demeure un excellent outil conceptuel, son efficacité opérationnelle ne sera réalisée que par la création d'un bassin de ressources plus centralisé et en assurant que les aspects de la sécurité et du développement demeurent indissociables.

« Addressing the Security-Development Nexus: Implications for Joined-up Government » est le plus récent cahier *Enjeux publics* qui paraît dans la série *Le Canada et le monde* publiée par l'IRPP. L'étude est maintenant disponible en ligne, en format Adobe (.pdf), sur le site Web de l'Institut ([www.irpp.org](http://www.irpp.org)). Vous trouverez le sommaire ci-joint.

Prière de contacter l'IRPP pour toute précision ou demande d'entrevue.

Veuillez noter que vous pouvez recevoir les avis et communiqués de l'IRPP par courriel en vous abonnant à notre service de distribution électronique. Pour ce faire, rendez-vous sur notre site Web ([www.irpp.org](http://www.irpp.org)).

Fondé en 1972, l'Institut de recherche en politiques publiques est un organisme à but non lucratif national et indépendant situé à Montréal.

-30-

### **Renseignements :**

Jasmine Sharma ([jsharma@irpp.org](mailto:jsharma@irpp.org))  
Directrice des communications et des relations publiques  
IRPP.org  
(514) 985-2461, poste 324